



TRANSCRIPTION

Christophe Boisbouvier (CB) : Monsieur le Président, bonjour !

Andry Rajoelina (AR) : Bonjour !

CB : Quelle décision avez-vous prise pour la prochaine élection présidentielle ?

AR : Pour l'amour de la patrie, j'ai décidé de ne pas me présenter aux prochaines élections présidentielles. J'ai confirmé cette déclaration que j'ai déjà faite, depuis le 12 mai 2010 à Madagascar.

CB : Le premier tour de cette présidentielle est prévu au mois de Mai et l'éventuel deuxième tour au mois de Juillet. Ce qui veut dire qu'au plus tard, au mois de Juillet, vous ne serez plus Chef de l'Etat.

AR : Exactement, dans sept mois, je serai un simple citoyen comme tous les citoyens malgaches. Et j'espère et je souhaite une réussite pour mon successeur et je suis prêt à faire une passation démocratique au moment voulu.

CB : Beaucoup de vos partisans et de vos conseillers vous encourageaient à être candidat. Votre décision les déçoit, bien sûr. Est-ce la raison pour laquelle vous avez hésité pendant plusieurs mois ?

AR : Non ! Depuis 2009, j'ai proposé une solution pour ne pas être candidat lors de la réunion avec l'Union Européenne à Madagascar. Et c'était le cas dernièrement lors de la réunion aux Seychelles avec le Président Jacob Zuma et le Président James Michel. Aujourd'hui, je veux prouver qu'il y a un homme d'Etat en Afrique et qu'il y a un homme d'Etat, et non pas deux, à Madagascar.

CB : Vous vous posez en homme d'Etat. Y-a-t il un homme dont vous vous êtes peut-être inspiré avant de faire votre choix ?

AR : Il y a deux personnes effectivement. Un homme qui a beaucoup souffert mais qui a gagné son combat, Nelson Mandela. Et puis, du côté européen, pourquoi pas je ne serai pas le « De Gaulle malgache » ?

CB : Que retenez-vous, justement, de « De Gaulle » ?

AR : Prendre une décision de se retirer au moment voulu. Et le peuple s'en souviendra. Ce sera le peuple même qui réclamera celui qui doit diriger son pays au moment voulu.

CB : Vous avez parlé de l'Union Européenne. De fait, si vous vous étiez présenté, la Communauté Internationale aurait bloqué toute reprise de son aide à Madagascar. Est-ce que ce paramètre a compté ?

AR : Non ! Vraiment, j'ai protégé la souveraineté malgache. Il est vraiment important pour nous d'avoir une Liberté de choisir, une Liberté de décider. Et durant la Transition, on a pu prouver qu'on pouvait bâtir, qu'on pouvait construire, et qu'on pouvait s'en sortir même si la Communauté Internationale a suspendu les aides pour Madagascar. Donc, la décision de l'Union Européenne n'a pas du tout influencé ma décision qui complète la proposition que j'ai émise lors de dernière rencontre aux Seychelles.

CB : La dernière rencontre aux Seychelles était avec Marc Ravalomanana, il y a six mois. Ce même Marc Ravalomanana qui a annoncé, il y a un mois, qu'il ne serait pas candidat à la prochaine élection. Est-ce que cela a joué dans votre décision ?

AR : Non. Pas du tout parce que vous savez que je remplis les conditions pour être candidat et bon nombre de nos partisans et la majorité du peuple malgache le savent qu'aujourd'hui si je participe aux élections à Madagascar, je serai élu. Mais le plus important n'est pas d'être élu c'est, en tant qu'homme d'Etat, c'est de respecter sa parole du 12 Mai 2010 mais aussi de prendre une décision pour le bien-être de la population. Je préfère me sacrifier plutôt que de sacrifier les vingt-deux millions de malgaches.

CB : C'est-à-dire que si vous vous étiez présenté, il y aurait eu des troubles ?

AR : Si je me suis présenté, premièrement je n'ai pas d'adversaires politiques à

Madagascar actuellement. Les élections auront, peut-être, perçues comme pas justes et bien évidemment, il se pourrait qu'il y aurait aussi quelques impacts la reconnaissance des élections. L'important pour un homme d'Etat, ce n'est pas d'être élu mais de réussir son mandat.

CB : Depuis un mois, depuis que Marc Ravalomanana a annoncé qu'il n'irait pas à cette élection, beaucoup de pays d'Afrique australe vous disent, il faut que vous renonciez, vous aussi. Est-ce que vous les avez écouté, est-ce que vous vous êtes dit au fond que c'est peut-être la voix de la sagesse ?

AR : Je les ai écoute. Moi je suis un homme de dialogue donc nous, avec le Président de la Troïka et le Président de la Sadc, on a eu des discussions pour chercher justement la stabilité et la paix à Madagascar.

CB : Marc Ravalomanana, n'est pas candidat lui non plus mais il souhaite rentrer à Madagascar avant la présidentielle pour participer à la reconstruction de votre pays. Est-ce qu'il pourra le faire ou pas, librement ?

AR : Des négociations ont été faites avec les Chefs d'Etat de la Sadc. Il a été convenu avec les Chefs d'Etat de la Sadc que toutes dispositions qui pourraient engendrer ou conduire à l'instabilité à Madagascar devraient être suspendues jusqu'à la mise en place du nouveau Président de la Quatrième République.

CB : Donc, il vaut mieux, à votre avis, qu'il ne rentre pas avant la fin de l'élection présidentielle.

AR : C'est mieux pour lui, pour sa famille et surtout pour le pays afin que les élections puissent se tenir sans perturbation.

CB : Est-ce que vous serez candidat aux législatives qui sont prévues, maintenant, avant la présidentielle ?

AR : Non ! Je ne serai pas candidat aux prochaines élections législatives.

CB : Est-ce que votre parti TGV va présenter un candidat à la présidentielle ?

AR : Aujourd'hui, ce qui est important d'abord c'est qu'on a pris une décision et je vous avoue que mes partisans ont, aujourd'hui, beaucoup de peines. Nous n'avons pas encore décidé mais il y aura des réunions dans les jours à venir et nous allons prendre une décision par la suite.

CB : Est-ce que votre successeur à la Mairie d'Antananarivo, Edgard Razafindravahy, pourrait être un bon candidat que vous pourriez soutenir ?

AR : Je ne peux pas me prononcer aujourd'hui sur le candidat à soutenir.

CB : Dans votre discours au peuple malgache, vous avez dit ce Mardi soir que vous ne le laisserez pas tomber et que vous seriez là dans l'avenir. Est-ce que vous envisagiez un retour en 2018 ?

AR : Je serai toujours là. Certes, je deviendrai un citoyen comme tout le monde dans sept mois. Mais cela ne m'empêchera pas d'être toujours aux côtés du peuple malgache pour tracer un chemin qui mène au développement de notre pays.

CB : Il y a trois semaines à Paris, le Ministre français Laurent FABIUS vous a dit que vous êtes jeune, 38 ans, et que avez l'avenir devant vous, passez votre tour en 2013 et revenez en 2018. Est-ce que cet argument, vous l'avez entendu ?

AR : J'ai entendu ces arguments. Effectivement, j'aime bien écouter, je suis un homme de dialogue. J'ai écouté ces conseils du Ministre français.

CB : *Ce conseil, est-ce que vous l'avez entendu aussi dans votre famille, peut-être ?*

AR : *Dans ma famille, mon épouse, elle n'est pas trop politique, elle fait du social mais elle n'aime pas la politique. Elle trouve qu'il y a trop d'hypocrisie, trop de haine, trop de trahison.*

CB : *Donc, elle vous a conseillé de ne pas y aller cette année ?*

AR : *Non ! Mon épouse respecte mon choix. Il n'y avait pas eu du tout d'influence sur ma décision.*

CB : *Est-ce que vous envisagez un scénario à la Poutine. Votre candidat est élu, vous devenez son Premier Ministre et vous revenez en 2018 ?*

AR : *Aujourd'hui, on n'a pas encore mis sur table toutes les stratégies.*

CB : *Donc, vous n'excluez pas ce scénario à la Poutine ?*

AR : *Nous allons voir mais vous en saurez beaucoup plus dans quelques semaines.*

CB : *Vous espérez revenir comme De Gaulle ?*

AR : *Je reviendrai et je promets au peuple malgache que le jour viendra, nous allons sauver ensemble le pays.*

CB : *Monsieur le Président, Merci !*